

## Chronologie d'une catastrophe : tout ce que les gouvernements ont caché , à commencer par le gouvernement chinois

**7 novembre 2019.** 1er cas détecté en Chine, à Wuhan, d'une personne infectée par un virus inconnu. Ce cas et les suivants seront cachés par les autorités locales et régionales, comme l'ont établi des enquêtes, [dont celle du South China Morning Post](#) fondée sur des fuites de documents officiels, et [celle du New York Times](#).



**Fin décembre 2019.** 266 cas d'infection détectés par les médecins de Wuhan et de sa région.

**31 décembre 2019.** La Chine informe l'OMS de pneumonie graves et d'origine inconnue à Wuhan,( 11 millions d'habitants).

Le 1er ,Taïwan impose ce jour-là des contrôles sanitaires des avions en provenance de Wuhan, informé de la réalité de l'épidémie en Chine par des membres de la très nombreuse diaspora. Taïwan interroge l'OMS sur la transmission d'humain à humain. L'OMS ne répond que **trois semaines plus tard**, la Chine a **caché** des informations décisives **durant plusieurs semaines**.

**7 janvier 2020.** Il s'agit d'un coronavirus. **Baptisé 2019-nCoV puis SARS-CoV-2, le coronavirus provoque la maladie Covid-19**

**9 janvier.** 1er mort confirmé à Wuhan, puis un 2e , le 14 janvier.

**11 janvier.** Agnès Buzyn assure ( [Le Monde du 17 mars](#)), avoir « *envoyé un message* » à Emmanuel Macron **ce jour-là. Sans préciser comment, par quelle procédure et avec réponse ou non.**

**12 janvier.** La Chine **partage** la séquence génétique du virus.

**17 janvier. Protocole de test diagnostique** publié par l'OMS et réalisé en **Allemagne. Agnès Buzyn** parle d'un **risque « faible »**

**21 janvier. Agnès Buzyn**, ([point de presse](#)): « *le risque d'introduction en France est faible mais ne peut pas être exclu, d'autant qu'il y a des lignes aériennes directes avec Wuhan* ». « *Notre système de santé est **bien préparé**, professionnels et établissements de santé ont été informés.* »

**22 janvier.** Réunion du Comité d'urgence de l'OMS. Le comité [reconnaît qu'il est divisé](#) sur le fait de déclarer dès ce jour une « *urgence de santé publique internationale* » mais il s'accorde à reconnaître « *l'urgence de la situation* ».

Wuhan, 11 millions d'habitants confinés,. 600 cas officiellement recensés. Le port du masque devient obligatoire.

Jérôme Salomon (Dir. Gal de la Santé) ce 22 janvier, « *le centre opérationnel de régulation et de réception des urgences a été placé en vigilance renforcée. Plus tard "Nous avons constitué un centre de crise sanitaire le 27 janvier* ».

**23 janvier.** Nouvelle [réunion du comité d'urgence de l'OMS](#). « *Il existe une transmission interhumaine du virus* » et « *sur les cas confirmés, 25 % sont signalés comme étant sévères* ». « *Des cas infectés en Chine ont été exportés aux États-Unis, en Thaïlande, au Japon et en République de Corée. On s'attend à ce que d'autres cas soient exportés vers d'autres pays et que la transmission se poursuive.* »

**24 janvier.** Trois cas recensés en France :un Français d'origine chinoise et de deux touristes chinois ayant séjourné à Wuhan . La France n'avait jusqu'alors pas mis en place de mesures particulières aux frontières pour les passagers venant de Chine. C'est le 23 janvier que les liaisons aériennes Paris-Wuhan sont suspendues.

**Agnès Buzyn** : « *Le risque d'importation depuis Wuhan était modéré. Il est maintenant pratiquement nul, puisque la ville, vous le savez, est isolée. Les risques de propagation dans la population [française] sont très faibles.* »

*Xi Jinping ne se rendra à Wuhan que le 10 mars.*

**25 janvier.** Xi Jinping déclare que la situation est « grave ». La région de Hubei, près de 60 millions d'habitants, est placée en quarantaine. 1 350 cas, dont 1 320 en Chine, sont signalés dans le monde.

**26 janvier.** Agnès Buzyn : « *Nous avons des dizaines de millions de masques en stock en cas d'épidémie, ce sont des choses qui sont d'ores et déjà programmées. Si un jour nous devons proposer à telle ou telle population ou personne à risque de porter des masques, les autorités sanitaires distribueraient ces masques aux personnes qui en auront besoin.* »

La Chine annonce que des malades **asymptomatiques** peuvent transmettre le virus.

**28 janvier.** L'U.E. active son dispositif de crise (partager les informations entre États membres).

**29 janvier.** « *Je ne comprends pas : pourquoi n'ont-ils pas encore déclenché le plan pandémie ? On perd un temps précieux !* » « *Les risques de contagion sont très élevés et ce virus semble très problématique, on devrait donc appliquer tout de suite en France les premiers échelons du plan.* » ( Louis Gautier, ancien secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale ([SGDN](#)), à [L'Obs](#).)

**30 janvier.** L'OMS [déclare « l'urgence de santé publique de portée internationale »](#) (USPPI). « *Cette déclaration n'est pas due à ce qui se passe en Chine, mais à ce qui se passe dans les autres pays* ". Notre plus grande préoccupation est la possibilité que le virus se propage dans des pays dont les systèmes de santé sont plus faibles. » Mais **L'OMS « s'oppose à toute restriction aux voyages »**.

L'Italie suspend ses vols avec la Chine.

**Agnès Buzyn** assure (*Le Monde* du 17 mars), avoir dit ce jour-là à Édouard Philippe que les élections municipales ne pourraient sans doute pas se tenir.

la Direction générale de la santé (DGS) demande à l'agence Santé publique France d'acquiescer « *dès que possible* » 1,1 million de masques FFP2. Le 7 février, nouvelle demande de la DGS à SPF : 28,4 millions de FFP2, à travers « *une procédure accélérée d'achat* ». Au 12 février, sur ces 28,4 millions de masques, SPF n'en a reçu que 500 000 et en a commandé 250 000 autres, pas encore livrés. **Deux semaines plus tard**, le besoin de masques pour les seuls personnels soignants sera de 40 millions par semaine...

Un membre de la cellule de crise au ministère de la santé : « *Dès le départ, on savait que ce serait une gestion de crise liée à la **pénurie - de masques, de tests, de respirateurs, de lits de réanimation***. À partir de là, vous pouvez anticiper, faire un tas de choses bien - et on en a fait mais ....

L'épidémie accélère ; à l'Élysée, la **conseillère santé s'en va**

**31 janvier.** Marie Fontanel [quitte son poste à l'Élysée de conseillère solidarités et santé](#) d'Emmanuel Macron pour s'installer à Strasbourg, où son époux est le candidat LREM à l'élection municipale. Elle ne sera remplacée que le 1<sup>er</sup> mars.

Rapatriement par avion des premiers Français de Wuhan, avec équipe médicale à bord et mises en quatorzaine.

Le comité d'urgence de l'OMS veut des « *mesures fortes pour détecter la maladie à un stade précoce, isoler et traiter les cas, retracer les contacts et promouvoir des mesures de distanciation sociale proportionnelles au risque.* » La France est alors en mesure de procéder à **seulement quelques centaines de tests** par jour.

**1<sup>er</sup> février.** 25 pays de l'espace Schengen, soit tous **sauf la France**, [suspendent les visas avec la Chine](#).

**3 février.** Dans le document « *Préparation stratégique et plan de réponse* », l'OMS écrit : « *Tous les pays sont exposés au risque et doivent se préparer.* » L'OMS rappelle la nécessité de gérer l'approvisionnement et les chaînes logistiques, entre autres de matériels médicaux. Le plan est ici: [\(pdf, 3.5 MB\)](#).

**6 février.** Li Wenliang, l'un des premiers médecins chinois à avoir alerté, meurt dans un hôpital de Wuhan. Le 30 décembre 2019, il prévenait ses collègues sur les dangers de ce nouveau virus. Le lendemain, il était arrêté par la police et

sommé de s'excuser.

Quatre-vingt médecins-chefs hospitaliers de Seine-Saint-Denis annoncent leur démission, estimant « *ne plus vouloir être complices de la gestion de la misère* ». Ils sont désormais plus de 600 médecins hospitaliers français à renoncer à leurs fonctions administratives et d'encadrement.

**8 février.** Cinq nouveaux cas d'infection sont détectés dans un chalet des Contamines-Montjoie (Haute-Savoie). « *Le cas initial nous a été signalé hier soir. Il s'agit d'un ressortissant britannique de retour de Singapour où il avait séjourné du 20 au 23 janvier* », explique Agnès Buzyn. « *L'ensemble des cas positifs et les contacts de ce ressortissant britannique, tous de nationalité britannique, ont été hospitalisés cette nuit dans trois hôpitaux à Lyon, Saint-Étienne et Grenoble* », a précisé la ministre. Les autorités retracent les contacts étroits de ces personnes.

**9 février.** L'épidémie a fait 811 morts en Chine, devenant ainsi plus meurtrière que celle de SRAS (syndrome respiratoire aigu sévère) : 774 morts en 2002-2003.

**12 février.** [L'Académie nationale française de pharmacie sonne l'alarme](#) : **80 % des principes actifs pharmaceutiques** utilisés en Europe sont **fabriqués hors de l'espace économique européen** - dont une grande partie en Asie. « *La preuve est faite une nouvelle fois que, du fait de la multiplicité des maillons de la chaîne de production, il suffit d'une catastrophe naturelle ou sanitaire, d'un événement géopolitique, d'un accident industriel, pour entraîner des ruptures d'approvisionnement pouvant conduire à priver les patients de leurs traitements, assurent les académiciens. Il faut relocaliser la production de nos matières premières pharmaceutiques.* »

L'Académie avait été la première ([juin 2011](#)) à lancer l'alerte sur les ruptures possibles d'approvisionnement en médicaments, alertes réitérées [en mars 2013](#) et [en juin 2018](#).

**14 février.** Hospitalisé en France depuis fin janvier, un touriste chinois de 80 ans meurt à l'hôpital Bichat. Ce décès est le « *premier hors d'Asie, le premier en Europe* », Agnès Buzyn. Seuls trois morts avaient jusqu'ici été recensés hors de Chine continentale : aux Philippines, à Hong Kong et au Japon.

**16 février.** **Agnès Buzyn démissionne** du ministère de la santé pour prendre la tête de liste de la campagne municipale LREM à Paris. « *Je veux être maire de*

Paris », dit-elle. Elle est remplacée par Olivier Véran.

**17 février.** Début du rassemblement évangélique de l'Église Porte ouverte chrétienne à Mulhouse, qui a réuni de 2 000 à 2 500 personnes jusqu'au 21 février. **Un millier de personnes** au moins sont **contaminées**. Cette manifestation joue un rôle majeur dans la propagation du virus en France après le retour des fidèles à leur domicile et provoque la catastrophe dans le département du Haut-Rhin, puis dans le Grand Est.

**18 février.** Olivier Véran : « *La France est prête car nous avons un système de santé extrêmement solide.* »

**21 février.** Premières mesures de confinements en Italie.

**22 février.** Le directeur général de l'OMS avertit que « *la fenêtre d'opportunité pour contenir l'épidémie se rétrécit* ».

**25 février.** Premier décès d'un non-touriste étranger en France. C'est un enseignant de Crépy-en-Valois et conseiller municipal de Vaumoise, dans l'Oise.

**26 février.** Jérôme Salomon [auditionné par la commission des affaires sociales du Sénat](#).

**Sur les tests**, il répond : « *Les tests ont été disponibles très rapidement grâce à l'Institut Pasteur. Plus de 1 000 tests ont été réalisés [...]. Il faut freiner la diffusion en isolant les malades.* »

**Sur les masques** : « *Nous avons débloqué les stocks stratégiques et passé en urgence une commande de masques protecteurs à destination des professionnels de santé. Santé publique France détient des stocks stratégiques importants de masques chirurgicaux. Nous n'avons pas d'inquiétude sur ce plan. Il n'y a **donc pas de pénurie à redouter, ce n'est pas un sujet.*** »

Le match Lyon-Turin est maintenu avec 3 000 supporters venus d'Italie, où les cas d'infections se comptent par **centaines**. Selon le gouvernement, la situation sanitaire [ne nécessitait pas un report du match](#).

**27 février.** À nouveau interrogé sur les pénuries de masques, de tests et de gel, Olivier Véran fait une réponse générale : « *Nous sommes depuis semaines dans l'anticipation. Nous avons et nous garderons un temps d'avance.* »

Emmanuel Macron se rend à l'hôpital parisien de La Pitié-Salpêtrière. Éric

Caumes, chef du service maladies infectieuses le prévient : il va y avoir « *une situation à l'italienne* » car « *le virus circule parmi nous* » et « *probablement qu'il se transmet beaucoup mieux que ce qu'on pensait* ».

**28 février.** Nouveau rapport de l'OMS qui renouvelle l'alarme internationale. L'organisation appelle les États à agir vite et insiste : il faut « *adopter une approche englobant l'ensemble du gouvernement et l'ensemble de la société. Ce n'est pas un travail pour le seul ministère de la santé* ».

Sa mission d'observation en Chine publie [son rapport sur la réponse chinoise](#) à l'épidémie. Elle estime que la plupart des pays ne sont pas prêts, « *ni mentalement, ni sur le plan matériel* » à mettre en œuvre des mesures similaires à celles prises en Chine, « *qui sont pourtant les seules à avoir fait leurs preuves pour interrompre ou minimiser* » l'épidémie.

**29 février.** Réunion d'un conseil des ministres exceptionnel consacré à la crise du Covid-19. Il en est retenu la réforme des retraites avec la décision de recourir au 49-3 pour faire passer sans vote le projet de loi en examen à l'Assemblée nationale.

**2 mars.** Le directeur de l'OMS : « *Avec des mesures précoces et agressives, [les pays peuvent arrêter la transmission](#) et sauver des vies.* »

**4 mars.** L'Italie compte 3 100 cas d'infections et décide de la fermeture des écoles.

Sibeth Ndiaye, **porte-parole du gouvernement**, sur France Inter : « *On ne fermera pas toutes les écoles de France.* » Elle ajoute : « *Si nous basculons dans le stade 3, à savoir une épidémie qui circule dans tout le territoire, [on ne va pas arrêter la vie de la France.](#)* » Le pays compte alors plus de 200 cas identifiés de Covid-19.

**6 mars.** Emmanuel Macron « *Si on prend des mesures qui sont très contraignantes, ce n'est pas tenable dans la durée.* » Le président appelle à ne « *pas se départir de bon sens* » et plaide pour des mesures « *proportionnées* ». « *La vie continue. Il n'y a aucune raison, mis à part pour les populations fragilisées, de modifier nos habitudes de sortie.* »

les pharmacies reçoivent l'autorisation de fabriquer du gel

hydroalcoolique, la pénurie se généralisant.

**7 mars.** Plus de 100 000 cas de Covid-19 sont enregistrés dans le monde, selon l'OMS.

**8 mars.** Le président du Conseil italien Giuseppe Conte place en quarantaine les régions italiennes les plus touchées, avant d'étendre le lendemain le confinement à l'ensemble du pays, qui compte alors 9 172 cas et 463 morts. Le lendemain, c'est la fermeture des commerces non essentiels.

**9 mars.** Rassemblements de plus de 1 000 personnes interdits en France.

**10 mars.** Création d'un conseil scientifique chargé de conseiller le président de la République. [Sa composition officialisée le lendemain](#), selon des procédures de nomination inconnues, donnera vite lieu à des critiques. Les risques de **conflits d'intérêts**, au vu des liens de certains de ses membres avec l'industrie pharmaceutique, sont pointés. D'autres rappellent que la mission du Haut Conseil de la santé publique (HCSP) est justement de conseiller et d'éclairer les choix de l'exécutif. Quelques jours plus tard, [le HCSP fait un communiqué](#) rappelant que c'est sa mission.

Tous les pays de l'Union européenne sont désormais touchés par le Covid-19.

La pandémie est déclarée ; en France, les écoles ferment, les élections ont lieu

**Le 11 mars.** L'OMS déclare officiellement l'état de pandémie. « *Nous sommes très inquiets par les niveaux de diffusion et de dangerosité, ainsi que par les niveaux alarmants de l'inaction de la communauté internationale* », indique son directeur général.

Olivier Véran : « *Les enfants ne constituent pas un public fragile, il ne faut donc pas avoir peur de les envoyer à l'école.* » Le ministre de la santé annonce également l'interdiction de toutes les visites dans les Ehpad.

**12 mars.** Le matin, déclaration du ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer : « *Nous n'avons jamais envisagé la fermeture totale des écoles.* » Le soir, [intervention du président de la République](#) qui annonce la fermeture des écoles, collèges, lycées et universités.

Emmanuel Macron annonce également le maintien du premier tour de l'élection

municipale : les scientifiques « *considèrent que rien ne s'oppose à ce que les Français, même les plus vulnérables, se rendent aux urnes* », assure-t-il, ce qui n'est pas ce que dit [l'avis du conseil scientifique du 12 mars](#), qui précise que « *cette décision éminemment politique ne pouvait lui incomber* ». Le mot-dièse #JeN'IraiPasVoter a déjà envahi les réseaux sociaux.

**14 mars.** Intervention du premier ministre Édouard Philippe qui annonce la fermeture de tous les lieux de regroupements non indispensables (cafés, restaurants, cinémas, discothèques...). Les magasins alimentaires, pharmacies, banques, bureaux de **tabac**, stations-essence restent ouverts.

**15 mars.** Premier tour des élections municipales. **21 millions d'électeurs se déplacent** pour participer au vote. Des médecins, des élus, des présidents de région ont demandé depuis plusieurs jours l'annulation du scrutin. Des photos de marchés et de parcs parisiens bondés circulent sur les réseaux sociaux, assorties du mot-dièse #Irresponsables.

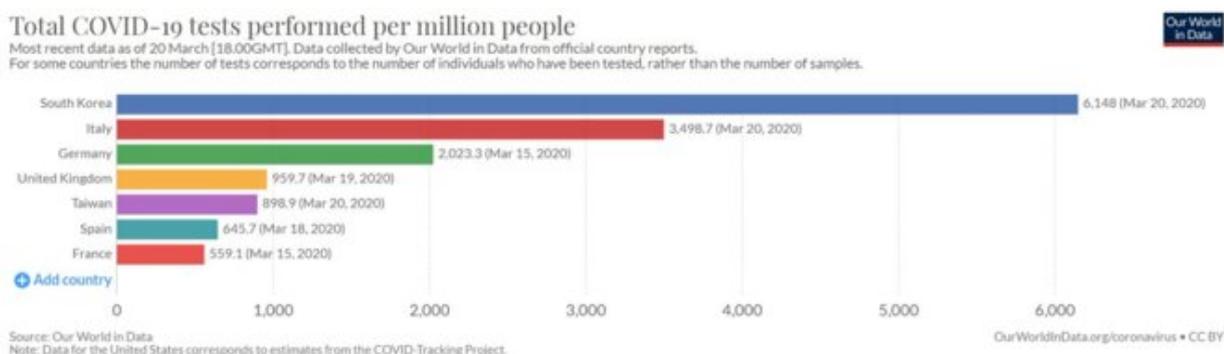
L'Espagne décide d'un confinement général.

L'OMS prône les tests ; la France n'en a pas et se confine

**16 mars.** L'OMS insiste sur « *un message simple : testez, testez, testez ! Isolez les personnes positives et remontez leurs chaînes de contacts* ». « *Vous ne pouvez pas combattre un incendie les yeux bandés. Et nous ne pourrons pas stopper cette pandémie si n*

a France a décidé de ne tester que les cas les plus sévères. Faute de moyens et loin derrière les autres pays européens, elle ne fait alors que 4 000 tests par jour.

le nombre de tests par million de personnes faits dans ces pays :



Olivier Véran, ministre de la santé : « *À mesure que l'épidémie progresse, nous sommes en mesure de prendre les décisions qui permettent de protéger les Français.* »

**17 mars à 12 heures.** Entrée en vigueur du confinement en France, annoncé la veille lors d'une intervention du président de la République, qui s'est gardé de prononcer les mots confinement ou quarantaine, laissant le soin à son ministre de l'intérieur d'expliquer les mesures. Un confinement limité puisque des millions de salariés doivent continuer à travailler dans des secteurs non essentiels de l'économie.

6 633 cas et 148 morts sont officiellement recensés le 16 mars en France. La Chine avait décidé du confinement de Wuhan avec 600 cas environ officiellement recensés (chiffres sujets à caution).

Plus d'un million de personnes quittent l'Île-de-France, avec embouteillages et gares saturées, sans qu'aucune mesure ne soit prise.

Quant à la pénurie de masques, Olivier Véran se veut catégorique : « *Nous avons assez de masques aujourd'hui pour permettre aux soignants d'être armés. Nous avons suffisamment de masques FFP2 pour faire face aux besoins hospitaliers et pour équiper les infirmières ou les médecins libéraux.* »

**18 mars.** Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique, reconnaît dans un entretien à France 2 que la stratégie adoptée par le pouvoir est une stratégie par défaut, adaptée à la pénurie de moyens (masques, tests). Le manque de tests est « *un vrai problème* »

**9 mars.** Le Collectif C19, qui réunit plus de 600 médecins, porte plainte auprès de la Cour de justice de la République (CJR) contre **Agnès Buzyn** et Édouard Philippe, qu'il accuse de « *négligence coupable* » et de « *mensonge d'État* ».

Christophe Castaner assure que les policiers « *ne sont pas en risque face au coronavirus* » et qu'ils n'ont pas besoin de porter des masques. Au même moment, des unités sont déjà confinées, 500 personnes en tout. Quelques jours plus tard, plus de 10 000 policiers sont en arrêt, selon le syndicat Alliance.

Muriel Pénicaud accuse de « *défaitisme* » le secteur du BTP, qui a interrompu les chantiers. « *Arrêter d'aller bosser, arrêter de faire vos chantiers, ça c'est du défaitisme.* » « *Les entreprises qui ne jouent pas le jeu, qui se disent "l'État paiera", ce n'est pas du civisme* », ajoute-t-elle, en menaçant de leur supprimer le chômage partiel.

D'autres appels à reprendre le travail sont lancés par les ministres. Le 16 mars, le conseil scientifique [expliquait dans un avis](#) que « *seules doivent persister les activités strictement nécessaires à la vie de la Nation* ».

**20 mars.** Emmanuel Macron : « *Je félicite ceux qui avaient prévu tous les éléments de la crise une fois qu'elle a eu lieu.* »

**21 mars.** Après des semaines de scandale sur la pénurie généralisée de masques, le ministre Olivier Véran fait le point. « *Je dis aux soignants que je comprends et partage leurs attentes et, parfois, leur colère. Je veux vous présenter la situation telle qu'elle est : les pouvoirs publics ont décidé il y a une dizaine d'années d'équiper la France de nouveaux masques. Quels que soient les processus de décision qui ont conduit à ce que ces stocks ne soient pas renouvelés, ils se sont réduits année après année. Il ne restait notamment aucun stock d'État de masque FFP2. I*

À la mi-avril, la pénurie se poursuivait et s'aggravait pour d'autres matériels de protection, les blouses en particulier.

**21 mars.** L'Italie décide d'interrompre toutes les activités économiques non essentielles. L'Espagne fait de même une semaine après, le 28 mars. En France, plusieurs millions de salariés continuent à être présents physiquement sur leur lieu de travail.

**22 mars.** « *L'imprévoyance du gouvernement et de l'administration française a été totale* » et les autorités « *auront des comptes à rendre* », déclare Jean-Paul Hamon, président de la Fédération des médecins de France (FMF).

Adoption de la loi sur l'état d'urgence sanitaire qui autorise le gouvernement à gouverner par ordonnances.

Nouveau couac dans la communication gouvernementale. Alors que la pénurie de gels, de masques et de tests - réservés aux malades graves - se poursuit, la secrétaire d'État [Emmanuelle Wargon annonce sur Twitter](#) qu'elle a bénéficié d'un test en n'ayant que « *des symptômes bénins*

**23 mars.** Sibeth Ndiaye, porte-parole du gouvernement, sur CNews : « *On ne peut pas dire qu'il y a eu un défaut d'anticipation de cette crise, bien au contraire.* »

Les vols entre la métropole et l'Outre-mer sont interrompus, près d'un mois après le début de l'épidémie et une semaine après le confinement. Résultat : la totalité des cas de Covid-19 détectés à **La Réunion** [concerne des personnes récemment arrivées](#) de métropole. Le conseil scientifique « *estime de manière consensuelle nécessaire un renforcement du confinement* ». [Donc l'interruption des activités économiques non essentielles](#). Le gouvernement refuse.

**24 mars.** « *Rendez-vous au procès* », tweete Jérôme Marty, président du syndicat de médecins UFML, en réponse à la porte-parole du gouvernement, **Sibeth Ndiaye**, qui dit ne pas craindre de rendre des comptes sur l'épidémie.

Le ministre de l'agriculture [Didier Guillaume lance](#) un « *grand appel à l'armée de l'ombre* » des confinés : « *Rejoignez l'armée des agriculteurs, 200 000 emplois sont disponibles.* » Bref, restez chez vous mais allez travailler dans les champs. La barre des 1 000 morts est franchie.

**25 mars.** 31 détenus des Bouches-du-Rhône, du Gard et du Var saisissent la CJR d'une plainte contre Édouard Philippe et la ministre de la justice Nicole Belloubet pour « *non-assistance à personne en danger* ».

Sibeth Ndiaye, porte-parole du gouvernement : « ***Il n'y a pas besoin d'un masque quand on respecte la distance de protection vis-à-vis des autres.*** » Le soir même, Emmanuel Macron visite l'hôpital de campagne de Mulhouse avec un masque FFP2 sur le visage.

**26 mars.** Six plaintes contre des ministres, parmi lesquels Édouard Philippe, ont déjà été déposées à la Cour de justice de la République, et [d'autres arrivent dans les tribunaux](#).

**27 mars.** Dans un [entretien à la revue Science](#), Georges Gao, qui dirige la plus haute autorité de santé en Chine, le Chinese Center for Disease, met en garde : « *La grande erreur aux États-Unis et en Europe est, à mon avis, que la population ne porte pas de masque.* » « *Il faut porter un masque.* »

Quatre pays d'Europe centrale (République tchèque, Slovaquie, Autriche et Slovénie) ont rendu le port du masque obligatoire dans l'espace public.

Le premier ministre prolonge le confinement national au moins jusqu'au 15 avril.

**28 mars.** Édouard Philippe, lors d'une conférence de presse avec le ministre de la

santé : « *Je ne laisserai personne dire qu'il y a eu du retard sur la prise de décision du confinement.* »

Olivier Véran annonce qu'une commande de respirateurs pour les services de réanimation vient d'être passée. Depuis des semaines, les services hospitaliers soulignaient le manque. Au Royaume-Uni et aux États-Unis, il a été demandé aux industries automobiles d'adapter leurs lignes de production pour en produire.

Des milliers de morts, le scandale des Ehpad

**30 mars.** Le seuil des 3 000 morts en milieu hospitalier est franchi.

**2 avril.** Dans un « *état des lieux du confinement* », le conseil scientifique [fait remarquer](#) que « *35 % des ouvriers travaillent hors du domicile, 60 % se déclarent en arrêt de travail et 5 % en télétravail, contre 10 % des cadres en travail hors du domicile, 24 % en arrêt de travail, et 66 % en télétravail* ».

Le gouvernement se décide enfin à comptabiliser les morts dans les Ehpad, alors que depuis le début du mois de mars les médias signalent des décès en nombre dans ces établissements. Le [recensement reste très imparfait](#), là encore faute de tests et de procédures de déclaration très lourdes.

**7 avril.** Le seuil des 10 000 morts en France est franchi. 7 091 décès sont enregistrés en milieu hospitalier, soit 607 de plus en 24 heures, chiffre quotidien le plus important depuis le début de l'épidémie, et 3 237 dans les Ehpad.

**8 avril.** Olivier Véran, dans un [entretien au journal Le Monde](#) : « *Depuis le premier jour de la crise épidémique, nous avons décidé d'être dans l'anticipation, c'est-à-dire de disposer au moment opportun de tous les moyens possibles pour lutter contre la diffusion du virus.* »

+ de 23 000 morts aux USA, + de 20 000 morts en Italie

*sources : South China Morning Post, New York Times , AFP , Mediapart ,France Inter ,Le Monde , L'Obs*







